

Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

MARDI 11 MARS 1980 - No 48 (Nouvelle série)

Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10.

2F

Agression fasciste contre la librairie «Le Phénix»

ILS VOULAIENT TUER !



Ce qui reste de la librairie «Le Phénix» après l'agression fasciste de vendredi.

Lire en page 3

Paris, manifestation à l'appel des groupes femmes «pas d'autonomie sans autonomie financière»



Lire en page 3

CHELLES : LA RIPOSTE AUX RACISTES

Le jeudi 6 mars 1980, à 12 h 30, une camionnette sans plaque d'immatriculation s'est arrêtée devant la Cité scolaire de Chelles : une douzaine d'hommes masqués et armés de manches de pioches et de bombes paralysantes ont agressé violemment les élèves nord-africains présents. Cette véritable ratonnade s'est accompagnée de propos racistes du type « On vient nettoyer », « On est là pour vous protéger », adressés aux autres élèves.

Ils ont poursuivi leurs victimes jusque dans les jardins des pavillons voisins, raflant leurs sacs et leurs papiers. Plusieurs élèves ont été sérieusement blessés lors de cette attaque.

Ces faits qui s'inscrivent dans une liste déjà longue de crimes et d'agressions

commis ces derniers temps contre les immigrés sont particulièrement révoltants.

Ils ont suscité une profonde indignation à Chelles où la riposte s'est immédiatement organisée. Les professeurs et les élèves de la Cité scolaire, les fédérations de parents d'élèves ainsi que vingt-quatre organisations locales de Chelles ont publié un tract pour dénoncer massivement ces faits. Ce lundi, la Cité scolaire est en grève et une manifestation a lieu à 17 h 15 à l'appel de ces organisations. Dans leur appel, elles déclarent : « Si aujourd'hui les fascistes s'attaquent en priorité aux immigrés et si tous les travailleurs ne se mobilisent pas pour combattre cette vague montante de violence raciste, demain ils s'attaqueront à tous ceux qui se mettent en travers de leur chemin ».

DANS KABOUL OCCUPEE

Des tracts qui circulent, des rues fermées à l'occupant...

Suite du témoignage
d'Alain MINGAM,
reporter à l'agence Gamma

Lire en page 8

Le naufrage du Tanio : 8 morts

Une nouvelle menace de marée noire



Les rescapés du Tanio.

La tanker *Le Tanio* qui transportait 27 500 tonnes de fuel s'est brisé dans la tempête. 8 marins sont morts. On s'étonne qu'un tel pétrolier ait pu se briser en deux. Il sera nécessaire d'examiner si *Le Tanio* qui était âgé de 21 ans était conforme aux règles de sécurité. Depuis dimanche, les côtes bretonnes sont à nouveau souillées par le pétrole qui s'échappe. C'est la troisième marée noire qui frappe cette partie des Côtes du Nord. Il y avait eu *Le Torrey Canyon* en 1967, et *L'Amoco Cadiz* en 1978.

Depuis 1974, *Le Tanio* est propriété de la Compagnie malgache de transport qui associe l'Etat malgache à la Société Socetra (compagnie d'armement liée au groupe Worma) dont le siège est à Bordeaux et la compagnie navale Worms qui détient 20 % du capital.

Dans nos prochaines éditions, nous reviendrons sur ce naufrage.

luttons ouvrières



**Campagne de soutien
au Quotidien du Peuple
Pour l'existence
en France d'un
quotidien communiste**

**ABONNEZ-
VOUS, FAITES
DES ABONNES
4 MOIS : 100F**

**Abonnement 1 an :
350F**
En cadeau (au choix) :

- Un jeu de 10 diapositives inédites sur la Chine*
- Un livre de 80 pages : «Munich 1938 : de la capitulation à la guerre»*

NOM (en majuscules) :

Prénom :

Adresse :

Cadeau choisi :

A retourner à : Le Quotidien du Peuple
BP 225 - 75927 PARIS Cedex 19
Libeller les chèques à «Aujourd'hui Presse»
Société Générale 200 208 66

Usinor poursuit les fermetures dans le bassin de Longwy

Dans le bassin de Longwy, les arrêts d'installation se poursuivent. Un programme scientifiquement établi prévoit plusieurs fermetures d'ici à la fin 1981, en particulier des installations concernant la phase liquide (aciéries, hauts fourneaux).

Dans l'immédiat, c'est au 1er avril que vont intervenir les prochaines suppressions d'emplois, notamment avec la suppression de deux équipes à l'aciérie Thomas de Senelle et la mise en veilleuse du HF-2.

La politique de restructuration d'Usinor, entre autres

conséquences néfastes pour les travailleurs, entraîne une dégradation des conditions de travail et de sécurité ; témoin le travailleur tué il y a une dizaine de jours à Usinor-Mont-Saint-Martin.

Usinor poursuit donc sa politique de fermetures. Il le fait cependant progressivement en prenant de grandes précautions. Les luttes menées en 1979 par les sidérurgistes et la population du bassin de Longwy le contraignent désormais à une très grande prudence.

Une programmation bien organisée

Le 1er avril 1980, ce sera l'arrêt d'un haut fourneau à Usinor-Senelle et le passage de l'aciérie Thomas en 2 équipes. Les tournées (équipes) B (43 personnes) et D (42 personnes) seront supprimées. Bien qu'il n'y ait plus de travail en continu, les deux équipes restantes continueront comme si le travail en continu se poursuivait, c'est-à-dire rotation nuit-jour pour éviter à Usinor d'avoir des reclassements à faire. La fermeture totale de l'aciérie est prévue pour le 1er août 1980.

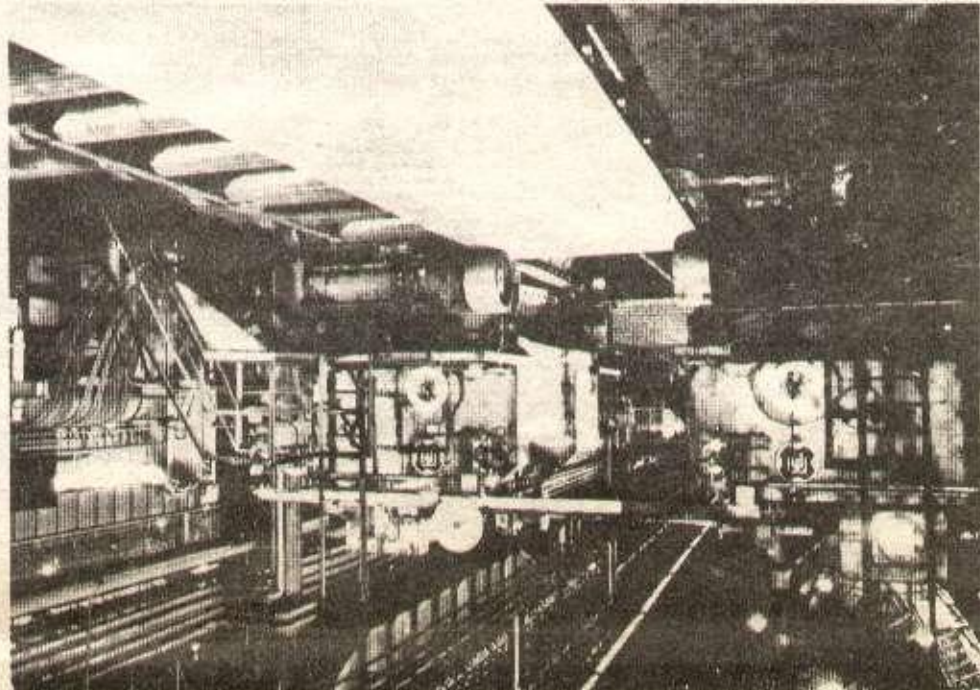
Le procédé Thomas pour produire de l'acier est complètement dépassé. Le système OBM, qui en fait est le procédé Thomas amélioré, utilise des moyens plus modernes et notamment l'usage de l'oxygène pur dans la fabrication de l'acier.

Cependant, en août 1981, les travailleurs de l'aciérie OBM de Senelle perdront eux aussi leur emploi.

Sur les 85 emplois supprimés le 1er avril 1980, 30 vont se traduire par des départs en retraite (plus de 55 ans) ; les 55 autres vont être mutés mais très peu dans les aciéries du bassin de Longwy.

Le même jour (1er avril) le HF-2 (haut fourneau No 2) va être en veilleuse jusqu'au mois d'août où il redémarrera pour une période de six semaines correspondant à la période de réfection des autres hauts fourneaux. Ensuite, il sera définitivement arrêté.

Le système de mutation est bien réfléchi : les jeunes resteront au HF-2 en veilleuse parce qu'ils seront de toute façon nécessaires pour faire fonctionner les hauts fourneaux restants. Par contre, les vieux ouvriers vont rester à l'aciérie Thomas pour s'éteindre avec elle le 1er août 1980. Usinor préfère de cette manière avoir à faire face à une protestation moins forte que si des jeunes se retrouvaient sans emploi.



Le calcul des effectifs nécessaires pour faire fonctionner les 3 hauts fourneaux de Senelle est fait avec une précision cynique. Comme par hasard, le nombre de travailleurs en sureffectif (107) aux hauts fourneaux qui a été établi par Etchegaray (PDG d'Usinor) correspond exactement au nombre d'ouvriers qui vont être mis en pré-retraite. Sur les 230 ouvriers aujourd'hui employés aux hauts fourneaux, il n'en restera plus que 123.

ARRETS AUSSI A LA CHIERS

Trois jours après l'arrêt de l'aciérie Thomas, l'usine de la Chiers, qui ne compte plus que moins de 400 ouvriers va être amputée de son train à feuillards. Il passera à une équipe et arrêtera définitivement le 26 juillet. Cela entraînera la mutation ou la mise en pré-retraite de plus de 200 personnes. Les commandes restantes vont être exé-

cutées soit à Vincey dans les Vosges ou à Rehon. Cela va laisser seulement l'agglomération avec à peu près 170 hommes. Mais l'agglomération (qui mélange le coke et le minerai pour que ça brûle correctement dans les hauts fourneaux) est probablement condamnée à terme aussi à cause du problème du transport. L'agglomération passe par voie de la SNCF pour être amenée de la Chiers à Usinor-Senelle alors que l'agglomération de Mont-Saint-Martin passe directement sur une ligne d'Usinor.

Il faut noter aussi que le train de feuillards a été à son niveau le plus productif vers la fin de sa vie. En janvier 1979, par exemple, le train a produit 13,323 tonnes avec trois équipes, soit à peu près 4 440 tonnes par équipe. En janvier de cette année, le même train, avec seulement deux équipes, a produit 10 675 tonnes, soit 5 340 tonnes par équipe. Cela

représente une augmentation de productivité de 20 %

Ajoutée à l'arrêt de l'aciérie Thomas et des deux OBM de Rehon en fin 1979, ces fermetures progressives montrent la volonté toujours présente d'Usinor de liquider la plus grande partie des installations sidérurgiques du bassin de Longwy. En août 1980, un autre haut fourneau de Rehon ferraria, le blooming de Senelle va passer à 3 équipes. En mai 1981, ce sera le tour de l'aciérie OLP et du four électrique de Rehon.

Considérablement gênée pendant l'année 1979, la direction d'Usinor a repris son processus de fermetures. En y mettant toutefois plus de formes et en prenant des grandes précautions. Elle craint sans doute un toujours possible réveil de la colère des sidérurgistes.

Correspondant

Une conséquence des restructurations : l'aggravation de l'insécurité dans le travail

Depuis la mise en œuvre de la fermeture des installations dans le bassin de Longwy, la direction d'Usinor mute beaucoup de sidérurgistes de plus de 50 ans, dans d'autres secteurs de travail. Apprendre des tâches nouvelles à 50 ans n'est pas facile, surtout parce que des stages de formation n'existent pas. Les conséquences de cette pratique patronale ont trouvé leur logique finale jeudi 28 février à 18 h 50.

Raymond Schleining, âgé de 51 ans, marié et père de deux enfants, a été tué à la cokerie de Mont-Saint-Martin pendant qu'il dirigeait le décrochage d'une porte de four qui devait être refaite. Sans formation pour diriger cette manœuvre, il avait dit à plusieurs reprises qu'il avait peur de s'engager. Les équipes dans ce service d'entretien ont souvent exprimé leur désaccord avec la manière dont cette manœuvre est exécutée. En

plus, à cause de sa difficulté, cette opération est faite normalement quand il fait jour, alors qu'après 19 h la lumière dans l'usine était très atténuée.

Le contremaître est apparemment en cause aussi, selon les responsables syndicaux. Bien qu'il n'avait rien à faire directement avec cette manœuvre, c'est lui qui a donné le feu vert au pontonnier pour commencer la partie la plus difficile de l'opération, bien

qu'il ne pouvait pas voir que Schleining était en danger. La porte a donc basculé, écrasant Schleining contre un mur derrière lui. Il a été tué sur le coup selon les témoins, bien que la direction l'ait évacué tout de suite à l'hôtel-Dieu de Mont-Saint-Martin et a annoncé son décès ensuite. Selon certaines informations, la pension pour la famille est moins importante si le décès lui-même a lieu en dehors de l'usine.

Agression fasciste contre la librairie «Le Phénix»

Ils voulaient tuer !

Vendredi 7 mars, 18 h 25 c'est l'heure de la fermeture de la librairie «Le Phénix». Une librairie bien connue de tous ceux qui s'intéressent à la Chine et ils sont de plus en plus nombreux. Outre les employés de la librairie, il y a là encore une dizaine de clients.

D'un seul coup, un commando de cinq ou six individus fait irruption dans le magasin. Le visage recouvert de cagoules, ils sont armés de chaînes de motos. Ils barrent la sortie de la librairie, se répandent à l'intérieur et commencent à tout casser. Certains d'entre eux portent des bouteilles. Des clients sont frappés. Les agresseurs lancent des cocktails Molotov dans le magasin ainsi que dans la cave où se trouvent un vendeur et une vendeuse. Le feu se déclare immédiatement. Les agresseurs se replient et ferment les portes derrière eux pour empêcher les gens de sortir. Les personnes présentes dans le magasin pourrissent s'échapper rapidement. Par contre, Claire Julien et Philippe Meyer qui se trouvaient dans l'entrepôt de la librairie situé à la cave, doivent franchir les flammes pour pouvoir sortir. C'est alors qu'ils seront gravement brûlés. Philippe Meyer est brûlé principalement aux mains. Claire Julien, la plus gravement atteinte, est brûlée au visage, aux mains et au buste. Néanmoins, ses jours ne sont pas en danger.

Régis Bergeron, président de l'Association des Amitiés franco-chinoises a été atteint à l'œil par un liquide projeté par les agresseurs qui disaient : «acides». Christian Lamouroux a été brûlé aux cheveux.

Voilà pour les faits.

Plusieurs remarques doivent être faites. Ceux qui ont commis cette agression sont des assassins en puissance. Tout indique en effet qu'ils ont voulu atteindre les personnes présentes. On peut même dire qu'ils ont voulu tuer. Ils savaient en effet que des personnes allaient se trouver prisonnières des flammes de l'incendie qu'ils venaient d'allumer. Ils savaient que deux personnes se trouvaient à la cave et néanmoins, ils y ont jeté un cocktail molotov. Ils ont délibérément refermé les portes derrière eux pour gêner l'évacuation de la librairie.

Les criminels qui ont commis cette agression étaient organisés. De toute évidence,

ils avaient repéré les lieux, choisi l'heure et le jour. Précision importante : ce sont des Européens.

D'après certains témoignages, ils s'agissait d'individus au crâne rasé, en tenue sportive. Caricaturalement, en tenue fasciste.

En attaquant la librairie «Le Phénix», c'est la Chine qu'ils ont voulu frapper avant tout. Leur acte a été dicté avant tout par la haine de la Chine socialiste. Nul n'ignore en effet que la librairie «Le Phénix» joue un rôle important dans la diffusion des publications chinoises.

Sa clientèle est constituée de tous ceux qui s'intéressent à la Chine pour de multiples raisons. Certains pour la langue chinoise, d'autres pour l'histoire, d'autres pour la médecine,

d'autres pour les religions existant en Chine, etc. Des personnes de tous les horizons politiques en sont les clients.

Quelle que soit l'obédience exacte de l'organisation pour le compte de laquelle ont agi ces assassins en puissance qu'ils sachent que leur lâche agression n'aura pas l'effet qu'ils recherchent. Des centaines de témoignages de solidarité parviennent à la librairie «Le Phénix», des initiatives de protestations sont en cours de préparation. L'amitié entre les peuples de France et de Chine ne saurait être mise en cause par de tels criminels.

Dans nos prochaines éditions, nous informerons nos lecteurs des initiatives de riposte à cet acte sauvage.

Pierre BURNAND



Philippe Meyer sur son lit d'hôpital.

Manifestation à l'appel des «Groupes femmes» à Paris

«Pas d'autonomie sans autonomie financière»

«Pas d'autonomie sans autonomie financière...» Ce mot d'ordre, inscrit en grandes lettres sur une des banderoles de tête de la manifestation appelée pour ce 8 mars par la Coordination des Groupes Femmes de la Région Parisienne, donne le ton. Ce samedi, à l'occasion de la journée internationale de lutte des femmes, c'est d'abord leur droit à l'emploi que les 8 000 femmes présentes affirment. «Double journée, demi-salaire, y en a marre», «Travail temporaire, travail intérimaire, c'est du chômage qui n'en a pas l'air», «Femmes au foyer, chômeuses déguisées, inscrivez-vous à l'ANPE», «Dernière embauchée, première licenciée, y en a marre», des mots d'ordre sur la réduction du temps de travail, montraient à quel point, pour les femmes, aujourd'hui plus que jamais dans cette période de crise, l'emploi est une revendication prioritaire, qui s'est pour la première fois exprimée aussi nettement dans une manifestation de femmes, à Paris. Un axe qu'il est prévu d'approfondir, de concrétiser davantage encore dans les groupes pour les semaines qui viennent.

La poursuite de la lutte pour l'avortement et la contraception libres et gratuits, contre le sexisme, les violences sexistes, l'affirmation de la solidarité avec les

femmes immigrées, constituaient un deuxième thème de la manifestation.

Enfin, en cette journée internationale, le soutien aux luttes des femmes dans le monde entier avait largement sa place : soutien aux femmes espagnoles incarcérées pour des avortements, aux dizaines de femmes irlandaises incarcérées par l'occupant britannique, aux femmes d'Amérique Latine, aux femmes d'URSS «De Moscou à Leningrad, les femmes s'organisent contre la répression, pour le droit à l'expression». Soutien aussi aux femmes de Plogoff, qui montrent chaque jour quelle peut être leur détermination face aux flics.

Une manifestation qui aura été plus nombreuse que les années précédentes, dont les thèmes interpellent la masse des femmes, et qui aura marqué un relatif échec des tentatives d'offensive du groupe «Psychanalyse et Politique» qui, malgré ses ambitions affichées d'hégémonie sur le mouvement, n'aura pas réussi à regrouper grand monde. A l'issue de la manifestation, c'est donc un bilan positif que les organisatrices tiraient «à chaud», en attendant d'approfondir les choses et d'envisager leurs prolongements.

Monique CHERAN

Usinor-Mardyck : Une nouvelle étape dans la lutte

Meetings lundi dans toute l'usine

Mardyck, dimanche soir. Vendredi 7 mars fut une journée à rebondissement pour les grévistes du TM (Transport-manutention). Un vote à bulletins secrets était décidé l'après-midi pour la continuation ou la reprise, la direction ayant retiré quatre procédures de licenciement sur six et ajouté à la prime de SRU, une prime de productivité de 4 % (2 % de plus que la même prime proposée à Usinor Dunkerque). C'est cette prime de productivité qu'a mis en avant la direction, refusant par ailleurs de parler des revendications du TM : 200 F et la révision des classifications. Usinor préfère toujours donner des primes qu'augmenter les salaires, encore plus que de revoir les classifications. Cette prime, CGT et CFDT s'engagent à la refuser, on ne peut pas en dire autant de la CGC.

La question n'est pas simple. Les avis sont partagés. La direction n'a rien lâché mais les 2 % de plus sont dus à la lutte au TM. Elle recule sur quatre licenciements dont ceux de deux délégués, mais deux autres subsistent.

Le résultat du vote a reflété la difficulté à prendre une décision : 8 pour la reprise, 7 contre. En tout cas, tous étaient unanimes : il fallait rester soudés et quelle que soit la décision, la respecter tous.

Seulement voilà, au moment de mettre noir sur blanc ses propositions, la direction revient sur ce qu'elle a dit. Le délégué CGT annonce cela aux grévistes et aussitôt ceux-ci décident de continuer la grève.

La direction ne cesse ses provocations, les travailleurs ne reprendront pas la tête basse, sans rien obtenir et sous la menace de licenciements. La grève continue donc à Usinor-Mardyck. L'important est de rester

unis et aussi de mettre dans le coup toute l'usine. De l'avis unanime, le TM ne peut plus continuer seul. La question est désormais de savoir quelle est la meilleure forme d'action à proposer à l'ensemble des travailleurs. Déjà, les travailleurs de Mardyck ont montré leur soutien à la lutte du TM, par de nombreux débrayages, en défendant les locos contre le commando de la maîtrise, par ce meeting qui s'est terminé devant les bureaux de la direction, par les collectes aussi. Il s'agit maintenant, plus que jamais, d'unir l'ensemble des travailleurs à la lutte du TM, cette lutte pour l'augmentation des salaires qui est la revendication de tous les travailleurs.

L'objectif numéro un est de bloquer les camions. En effet, la direction a réussi à rassembler un nombre important de camions, et se vante de sortir quasiment toute la production. On ne

gagnera que si la grève est efficace, que si le patron perd du fric. Pour cela, il faut trouver le moyen de renforcer le blocage des expéditions. C'est pour cela que, lundi et mardi, les organisations syndicales appellent tous les travailleurs à des meetings afin de décider de la poursuite de l'action.

Malheureusement pour l'unité des travailleurs, un désaccord est apparu entre la CGT et la CFDT, sur la tenue de ces meetings. La CGT propose un meeting par poste de travail (soit quatre meetings), la CFDT, elle, un seul meeting central. Elle appelle de ce fait, séparément, à un seul meeting. Mais cette différence de point de vue est sans doute le reflet d'une divergence plus importante entre les deux syndicats sur la poursuite de la lutte. Qu'il y ait divergence entre deux organisations syndicales sur la tactique à suivre est chose normale et reflète les

différents avis qui existent parmi les travailleurs eux-mêmes. C'est à partir de ce débat qu'une décision vraiment mûrement pesée peut-être prise par l'ensemble des travailleurs et permettre, sur cette base, une unité toujours nécessaire des organisations syndicales.

La direction a fait des reculs significatifs quand elle a senti toute l'usine derrière de TM (cf. l'équipe du soir venant aider les grévistes contre le commando de la maîtrise) et d'autant plus quand la solidarité des autres travailleurs et de la population s'organise.

Cette solidarité qui a permis de récolter autant sur les boîtes de la région qu'auprès de la population (Auchan-marché) et de certaines mairies assez d'argent pour donner à chaque gréviste l'équivalent d'un mois de salaire.

Au cours des collectes que notre parti, le PCML, a fait en son propre nom,

avec des grévistes ou comme force d'appui à celles organisées par les grévistes eux-mêmes, nous avons constaté des gestes de classe directs, la main au portemonnaie en moins de deux secondes. Les gens se reconnaissent dans la lutte des gars de Mardyck, au moment où Giscard-Barre estimait «ambitieux» et «déraisonnables» les augmentations de salaires !

Il est vrai que pour gagner, cette solidarité doit s'amplifier et tous les efforts doivent être faits dans ce sens ; une participation financière et physique plus grande des travailleurs des autres secteurs, sous les formes qu'ils auront choisies, un soutien moral ou financier des autres boîtes et là, les unions locales CGT ou CFDT, pourraient jouer un rôle important de relais... C'est à n'en pas douter ce que souhaitent les grévistes.

Corresp. DUNKERQUE

Compagnies pétrolières : Profits colossaux

Coup sur coup, deux compagnies pétrolières — la Compagnie Française des Pétroles - Total et la Royal Dutch Shell — viennent de rendre public leurs bilans financiers pour 1979. Les chiffres sont édifiants. En 1978, la CFP-Total avait réalisé un bénéfice net de 266 millions de francs ; en 1979, ses bénéfices sont passés à 971 millions de francs (97 milliards de centimes), soit une augmentation de... 265 %. Et encore ces chiffres sont-ils largement minimisés : jouant avec toutes les possibilités de la loi des capitalistes, la CFP-Total « ignore » quelque 800 millions de francs, une espèce de cagnotte appelée « provision pour risques ». La Shell n'est pas moins bien lotie : les bénéfices nets sont passés de 1,08 milliards de livres en 1978 à 3,051 milliards de livres (28 milliards de francs) l'année dernière. Le bon sens pourrait nous faire penser à un triplement des bénéfices, mais la Shell conteste : jouant là encore avec les diverses possibilités légales, elle annonce une

hausse de... 31 % seulement. La publication de ses chiffres — qui se retrouvent peu ou prou dans les autres compagnies pétrolières — appelle quelques commentaires : d'abord, ils sont la preuve tangible des véritables objectifs du gouvernement Barre : hausses pharamineuses des profits, et baisse du pouvoir d'achat des familles populaires. Ensuite, ils sont la preuve des manœuvres financières des « pétroliers » qui rejettent la responsabilité des hausses des produits énergétiques à la consommation sur les pays producteurs, alors que eux en sont les principaux instigateurs : en 1979, les prix à la production n'ont pas doublé, et les profits des compagnies ont triplé.

Enfin, ces chiffres colossaux nécessitent de s'interroger sur la fiscalité dans notre pays : il faut savoir en effet que les impôts divers versés en 1979 par les compagnies pétrolières n'ont pas augmenté, au contraire des impôts sur le revenu des salariés.

« Appel pour l'union dans les luttes »

Déjà 45 000 signatures et le mouvement s'amplifie

Lancé le 18 décembre dernier à l'initiative de 100 militants du PCF et du PS, l'appel « pour l'union dans les luttes » regroupe aujourd'hui quelques 45 000 signatures. C'est ce qu'ont indiqué les initiateurs de la pétition, à l'occasion d'une conférence de presse réunie samedi 8 mars à Paris. Cette conférence de presse a aussi (et surtout) été l'occasion pour les signataires de « faire le point » après plus de deux mois de campagne.

Représentants de comités locaux constitués autour de l'appel, ou simples signataires, ils étaient plusieurs dizaines samedi, venus de diverses régions de France, à débattre.

« C'est aujourd'hui plus qu'un courant, c'est un mouvement » devait dire Louis Althusser, présent à la réunion. De fait, le bilan présenté par les initiateurs est particulièrement éloquent : 45 000 signatures recueillies à ce jour, et d'autres, beaucoup d'autres, continuant à affluer, ce qui donne à penser que l'objectif de 100 000 est loin d'être hors de portée. Ces signatures, elles sont avant tout le fait de militants « de base » du PCF et du PS, mais elles sont aussi le fait de syndicalistes, ou de travailleurs signant collectivement sur la base de leur entreprise. Au Crédit Lyonnais, à Renault-Billancourt (malgré une intense campagne hostile de la direction du PCF), à la SFP, à Elastelle au Puy, etc., se sont des feuilles entières qui ont été remplies. L'esprit de l'appel n'est évidemment pas de valoriser la signature de « personnalités » : signataires cependant qu'une centaine de conseillers municipaux du PCF et du PS ont déjà donné leur signature, de même que plusieurs dirigeants fédéraux ou confédéraux de la CFDT ou de la CGT. Absents de Paris, samedi, René Buhl et Jacqueline Lambert, membres de la CE de la CGT, avaient d'ailleurs envoyé un télégramme de soutien aux organisateurs de la réunion.

Le développement d'un tel mouvement n'est naturellement pas sans soulever des questions politiques et des contradictions. Georges Labica, qui animait la réunion, Guy Bois et Stelio Farandjis, qui collectent les signatures, et plusieurs membres de comités locaux, en ont traité. Guy Bois a d'abord précisé ce qui est, à son sens, l'esprit de la pétition : c'est, a-t-il dit, « un appel à la lutte, un appel à l'union, un appel enfin à l'initiative des masses ». Appel à la lutte d'abord, dans un moment où la bourgeoisie étale son arrogance et sa volonté de s'en prendre aux acquis des travailleurs, tandis que les états-majors des deux grands partis de gauche étalent leurs querelles et leurs impuissances. Appel à l'union ensuite, mais « union à la base, de tous ceux qui ne désirent pas simplement en revenir à la période d'avant la rupture du programme commun, à un rabi-bochage sentimental de l'union de la gauche, de tous ceux qui ne veulent pas laisser aux états-majors le monopole des décisions politiques et lutter dès aujourd'hui ». Appel à l'initiative des masses enfin, puisqu'« aussi bien les initiateurs de la pétition veulent que ce soit les signataires eux-mêmes qui envisagent les initiatives, qui échantonnent eux-mêmes leurs points de vue, qui fassent circuler eux-mêmes l'information, de manière horizontale ».

Plusieurs propositions, extraites du très volumineux courrier, ont à ce

sujet été citées : par exemple, marquer la volonté d'unité et la force du mouvement à l'occasion du 1er mai, mieux utiliser les radios libres, ou encore s'appuyer davantage sur les syndicalistes, comme c'est le cas à Nantes où les deux secrétaires d'Union Régionale, CGT et CFDT, s'associent au mouvement.

LES RISQUES DE DEVOIEMENT

Un tel mouvement n'est évidemment pas exempt de tentatives de récupérations ou de dévoitements. La réunion de samedi a critiqué violemment les tentatives du PS, qui dans certains endroits, fait circuler l'appel accompagné d'un bulletin d'adhésion, ou des trotskystes de la LCR, qui ont « aménagé » la pétition pour faire en sorte que l'appel à la grève générale en soi le thème central.

La direction du PCF, et aussi celle du PS, toutes les deux hostiles à l'appel, s'appuient d'ailleurs sur ces tentatives pour démontrer que l'appel à « l'union dans les luttes » fait le jeu de « l'autre ».

L'essentiel de la pétition n'est cependant pas dans ces contradictions, dont certains orateurs ont précisé qu'elles iraient « en se développant ». A l'image des propos d'Althusser, l'optimisme était de mise samedi : même si beaucoup — cela a été dit — pensent que l'appel « n'est pas le meilleur possible », des comités continuent à se créer, des collectes publiques de signatures, sur les marchés ou dans les entreprises, se multiplient, des débats et des échanges d'idées s'amorcent. Les initiateurs ont été unanimes à dire que tel était bien l'objectif premier de « l'appel ».

Nicolas DUVALLOIS

5 élections partielles ce dimanche

La gauche toujours en recul

Cinq élections cantonales partielles avaient lieu dimanche 9 mars. A Franconville (Val-d'Oise) où il s'agissait du deuxième tour, c'est le candidat de la droite qui l'emporte nettement, avec 54,30 % des voix. Lors des précédentes élections, le candidat de droite ne l'avait emporté qu'avec 3 voix d'avance sur son rival PCF. Dimanche, celui-ci a été victime, semble-t-il, des mauvais reports socialistes : 1 533 électeurs de plus ce sont déplacés pour ce second tour, et malgré tout, il manque 178 voix à la gauche, par rapport à son total de la semaine dernière.

A Cusset, dans l'Allier, toujours au deuxième tour, le candidat du PCF l'emporte aisément (52,65 %) devant l'ancien ministre UDF Peronnet. On remarquera cependant que la plupart des voix du « socialiste indépendant » se sont reportées vers la droite.

A Gagny (Seine-Saint-Denis) où avait lieu un premier tour, le candidat du PCF arrive en tête, et gagne 0,90 % par rapport à 1979. Le socialiste, lui, perd 3,7 % et le RPR 2,2 %. Les scores cependant sont cependant suffisamment serrés pour que la réélection du candidat PCF ne soit pas assurée.

A Fronton (Haute-Garonne), le PS est en tête du ballottage, avec un gain de 10 % par rapport à 1979. Le candidat du PCF, lui, perd près de 5 % des voix.

Enfin, à Créon (Gironde), la gauche est en retraite globale : le PS perd 6,26 points, et le PCF 7,30 points. Malgré cela, le conseiller général socialiste sortant devrait être réélu.

Face aux nouvelles accusations sur son passé

Marchais bien peu convaincant

Le hasard (?) faisant parfois bien les choses, Marchais était dimanche soir l'invité du Club de la Presse d'Europe 1, deux jours après la publication par l'Express d'un document tendant à prouver que l'actuel secrétaire général du PCF était toujours en Allemagne dans les premiers mois de 1944, contrairement à ce qu'il prétend. De fait, la majeure partie de l'émission a été consacrée à cette question, par le fait des journalistes présents, qui trouvaient là un merveilleux terrain d'attaque contre un Marchais qui ne cesse de les traiter de tous les noms, et aussi par le fait de Marchais lui-même, qui a laborieusement tenté de se disculper des accusations portées contre lui.

L'affaire est maintenant bien connue : Marchais, qui n'a adhéré au PCF qu'en 1947, était ouvrier qualifié pendant la dernière guerre, et c'est à ce titre qu'il est parti travailler en Allemagne, à la fin de 1942. Lui prétend être rentré en France en mai 1943, à la faveur d'une permission qui lui avait été accordée pour assister aux obsèques d'une de ses nièces. Il se serait alors caché jusqu'à la fin des hostilités. Une première question est posée depuis plusieurs années déjà par d'anciens dirigeants du PCF, et notamment Charles Tillon : Marchais a-t-il été envoyé de force en Allemagne, ou s'est-il porté volontaire ? A cette première question, vient maintenant s'en ajouter une seconde : le dernier

numéro de l'Express publie en effet un document — une fiche de déclaration de résidence en Allemagne — qui porte deux dates, manuscrites : 10 mai 1943 et 10 mai 1944.

L'Express en déduit donc que Marchais était toujours en Allemagne à la veille du débarquement, et que ses allégations sont mensongères. Concernant ce deuxième point, force est de constater que les dénégations de Marchais et du PCF, tant au Club de la Presse que dans L'Humanité de samedi et l'Humanité-dimanche, ne sont pas des plus convaincantes. Remettre en cause le document en question sous prétexte qu'il est « hitlérien », ou parce qu'il vient d'Allemagne fédérale « ou il y a

beaucoup d'anciens nazis » n'est guère suffisant pour faire justice.

Marchais, c'est bien évident, est l'objet d'une attaque politique comme il en existe beaucoup ces temps-ci dans les milieux politiques de la bourgeoisie. Mais ce qui étonne, c'est que le secrétaire général du PCF n'ait pas recours à la plus élémentaire des parades, celle qui consisterait à fournir des preuves tangibles de sa présence et de ses activités en France de 1943 à la Libération. Durant ces années sombres, beaucoup de Français, notamment les « réfractaires » au STO, se sont cachés de ferme en ferme, et il n'est pas difficile — beaucoup l'ont fait — de citer des lieux et de faire parler des témoins.

En ne fournissant pas ces preuves élémentaires, Marchais attire les interrogations sur son passé, et aussi les coups bas de la pré-campagne des présidentielles.

De la même manière, son acceptation des propositions de l'Express — la création d'un « jury d'honneur » composé de Résistants, y compris du PCF — n'a guère de sens quand

elle est assortie d'une demande d'extension de travail de ce « jury d'honneur » à tous les dirigeants politiques français. C'est évidemment le meilleur moyen pour que ce jury n'existe jamais.

Que Marchais soit gêné par cette nouvelle attaque ne fait guère de doute. Le secrétaire général du PCF, d'habitude si péremptoire, si agressif, si sûr de lui-même, face aux journalistes, paraissait dimanche quelque peu embarrassé et en tout cas, répétons-le, bien peu convaincant. Il ne faudrait cependant pas en déduire que le PCF reçoit là un coup susceptible d'entraver considérablement son action. Depuis samedi, l'Humanité développe sa contre-offensive sur le thème « si la droite attaque ainsi Marchais, c'est qu'il lui fait peur », et d'appeler tous les militants à faire corps autour de leur secrétaire général « dans ce moment difficile ». L'idée de « forteresse assiégée », déjà largement utilisée par la direction depuis plusieurs mois, va ainsi se trouver renforcée.

N.D.

Le Quotidien du Peuple

Directeurs politiques : Jacques Jurquet, Charles Villac
Rédacteurs en chef : Pierre Burnand, Gérard Privat

Le Quotidien du Peuple
Adresse postale BP 225 — 75927 Paris cedex 19
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par ILN-Paris. Distribué les NMPP
Commission paritaire : 56 942
Libeller les chèques à « Aujourd'hui Presse »
Société Générale 200 208 66

Pour téléphoner au
Quotidien du Peuple

205-51-10

Les Ecureuils ont repris le travail : Un élan brisé ?

Les employés de la Caisse d'Épargne de Paris ont repris le travail samedi 8 mars, après un mouvement marqué par un grand dynamisme et une grande combativité, et en décidant de reprendre le combat le 15 avril, date à laquelle la direction a l'intention de faire appliquer son projet d'horaires, légèrement modifié toutefois, puisqu'il n'est plus question de nocturne.

Rappelons ce qui s'est passé le jeudi 6 mars : 250 employés se retrouvent devant le siège (voir QdP No 47). Trois cars de CRS arrivent aussitôt pour éviter que les grévistes ne reprennent le siège. Le périmètre est infesté de RG. Ce jeudi était le jour de la réunion normale mensuelle délégués du personnel, direction. Dans de telles conditions fallait-il ou non y aller ? Un militant CFDT, dans l'AG improvisée qui se déroulait alors disait qu'«aller à cette réunion de routine ne donnerait rien, compte tenu du rapport de force. Nous devons au contraire profiter de cette journée pour agir». De fait la direction générale annula la nocturne mais répartit les 75 mm supplémentaires en 5 quarts d'heure sur les 5 jours de la semaine, mesure applicable à partir du 15 avril. Aller à cette réunion ne pouvait donc avoir comme résultat — négatif — que de susciter des réactions du genre «VIET (1) ne cédera pas».

LA DERNIERE AG

Le lendemain vendredi se tenait l'AG (qui fut la dernière) à la Bourse du Travail.

Elle commence par un compte rendu de la délégation de la veille. Le débat s'ouvre ensuite (avant que les organisations syndicales aient présenté leurs propositions).

L'intervention d'un délégué CFDT est notamment longuement applaudie. Il propose le maintien de la stratégie adoptée intersyn-

dicalement (grève reconductible avec occupation du maximum de locaux afin de paralyser la boîte). Il défendait ainsi la voie permettant d'accroître le rapport de force (encore insuffisant) donc de donner confiance aux grévistes et d'ailleurs aussi à beaucoup de non grévistes qui ne sont pas hostiles au mouvement mais n'y croient pas compte tenu de l'échec de 1976. On sait que beaucoup de non grévistes (y compris des chefs d'agence) n'attendent pour arrêter que les collègues qui viendraient occuper leur succursales.

Un délégué CGT expose au contraire (sans conviction d'ailleurs) une analyse pessimiste, mettant l'accent sur «l'effritement du mouvement» (très relatif en fait) et proposant des nouvelles formes d'action, à savoir l'autoréduction du temps de travail.

UN RESULTAT SERRE

De nombreux grévistes se succèdent à la tribune, dans des interventions contradictoires, allant dans ces deux sens. A souligner d'ailleurs, en positif le nombre important de grévistes qui ont ainsi tenu à exprimer leur point de vue. A noter aussi que la proposition du délégué de la CGT ne fait sans doute pas l'unanimité dans les rangs CGT, à en juger par l'absence de certains de ses militants habituellement prompts à intervenir.

Après un premier vote sur la question de savoir si on vote à main levée ou à bulletin secret (c'est

Ils ont repris le travail sans rien avoir obtenu de significatif. Il n'est pas question de faire ici un bilan de ce mouvement et d'en tirer les leçons : nous y reviendrons ; notamment en comparant avec la grève de 1976. Nous donnons le récit qu'en a fait, à chaud, un camarade travaillant à la Caisse d'Épargne.



le vote à bulletin secret qui est décidé), la question est tranchée : 150 «pour la poursuite avec occupation», 170 pour la poursuite sous de nouvelles formes, 33 blancs ou nuls. La déception se lit sur bien des visages.

Lors de l'interruption de séance qui suit, les commissions exécutives se réunissent. Celle de la CFDT avance la proposition de relancer le mouvement avec occupation de locaux le 15 avril, date d'application du projet d'horaires, estimant que d'autres formes ne peuvent répondre aux exigences du cahier revendicatif.

Celle de la CGT propose la grève du samedi après-midi. C'est la première proposition qui est adoptée, à main levée. La direction de la CGT revient alors à la charge avec une proposition de grève avec occupation des locaux une fois par mois, le jour de la délégation du personnel (rejetée).

Une chose est certaine : les employés ont accumulé un capital d'expérience sans précédent à la CEP, faisant preuve d'une combativité également sans précédent : les grévistes «polis, gentils», à la CEP, c'est fini. Ils ont tiré les leçons de 1976 : en optant pour la grève dure. Ils ont de la mémoire ! La direction a d'ailleurs sous-estimé les grévistes : elle ne s'attendait pas à l'occupation de Sebastopol 2 H après que les grévistes aient dû évacuer le siège. Jusqu'à cette dernière occupation, c'était l'unité à la base et dans l'action qui prévalait, et c'est cette unité qui a été rompue vendredi.

Mais les écureuils ont beaucoup appris, et leur lutte n'est pas finie !

Un camarade de la CEP

(1) Le directeur général.

Conférence de presse des Comités de résidents des foyers Sonacotra et AFRP de Saint-Denis

De mauvais coups se préparent contre les résidents

A l'approche du 15 mars, date à laquelle prend fin la période où sont en principe illégales les expulsions de locataires hors des logements qu'ils occupent, la SONACOTRA s'en prend à nouveau aux délégués et résidents combattifs des foyers encore en lutte. Il ne s'agit d'ailleurs pas que des foyers SONACOTRA : la confé-

rence de presse organisée vendredi par les comités de résidents SONACOTRA et AFRP de Saint-Denis (région parisienne) l'a bien montré. Plusieurs résidents de ces foyers sont, ou ont été, convoqués d'abord par la police (pour divers motifs) puis par le juge du tribunal de Bobigny.

Ainsi treize résidents sont convoqués ce mois-ci, la SONACOTRA les attaque en diffamation pour un tract qu'elle les accuse d'avoir rédigé, diffusé, et qui serait diffamatoire à son égard. Ce tract date du 1er février 1979 (!!). Il dénonce le gérant d'un foyer et ses hommes de main et indique que « la Sonacotra utilise notre argent qui vient du FAS retiré sur les allocations familiales des enfants de travailleurs immigrés dont les enfants sont restés au pays d'origine. Voilà combien on touche par enfant : 32 F par mois et par enfant... »

Est-ce par les affirma-

tions que la Sonacotra se sent diffamée, plus d'un an après après ? Pour ce qui est du gérant, il continue à agir d'une manière particulièrement répressive et provocatrice à l'égard des résidents : interdiction des salles culturelles et de cours aux résidents depuis le 3 février, fouilles de courrier, entrée en force dans une chambre après bris de la serrure et cassant tout à l'intérieur, y compris le lavabo... Ces méfaits ont donné lieu à lettres au préfet au Havre, à la Sonacotra et pour le dernier, à constat par un conseiller municipal. Les résidents ont l'intention de déposer une plainte contre

ce gérant.

Quant aux « coupables » de la diffusion et de la rédaction du tract, leur recherche n'a pas dû être trop sérieuse : le premier à être entendu vendredi, s'il est connu pour être membre du comité de résidents, n'en était pas moins en Algérie dans la période où le tract a été rédigé et diffusé !

On le comprend : la Sonacotra, un an après, ne fait que saisir là un prétexte pour s'en prendre aux résidents combattifs dont certains, membres du comité de coordination, et ainsi préparer une nouvelle offensive contre la lutte des résidents : jeter à la rue encore

quelques milliers de résidents, frayer la voie à la loi d'Ornano dont la discussion avec la loi Stoléru doit être menée au Parlement en avril.

Les résidents n'ont pas l'intention de baisser les bras. Le comité de vigilance de Saint-Denis qui regroupe de nombreuses organisations (dont le PCRml et le PCML) ainsi que d'autres organisations et divers militants, présents à la conférence de presse, se sont montrés décidés à leur apporter leur concours.

Gilles CARPENTIER

Foyer AFI (Massy) : la direction assigne les grévistes en référé

La direction a durci sa position et convoque les grévistes en référé le vendredi 7 mars à 10 heures. Elle refuse toute négociation, et demande l'expulsion des grévistes avec le concours de la force publique. Face à cela, les grévistes ont besoin de la solidarité de tous, passez les voir à leur foyer.

Correspondant MASSY

A Bordeaux, la direction SNCF veut empêcher les cheminots de lutter

Après l'action du lundi 3 mars, 300 cheminots se rassemblent de nouveau le mardi 5 à 9 heures, pour soutenir la délégation qui a accepté de revoir Meyer, directeur de la région. Après plus de 6 heures de discussion, Meyer a reculé sur quelques points (réexamen du dossier médical du cheminot licencié, mais sans certitude de réembauchage, diminution des retenues sur salaire pour les temps de débrayage).

Mais, il maintient les sanctions et de plus, distribuera d'autres sanctions et blâmes aux cheminots ayant été reconnus dans les couloirs de la direction régionale lors de la manifestation du lundi 3 mars (pendant l'occupation des forces de police). C'est clair, Meyer et la direction SNCF ont décidé d'en finir avec les cheminots combattifs. Conscients des difficultés, les cheminots présents ont décidé de suspendre l'action pour mobiliser encore plus leurs camarades de travail et obliger Meyer à reculer. Non, les cheminots n'accepteront pas que leurs revendications soient impossibles à satisfaire.

Correspondant BORDEAUX

Orange : les « Buitoni » en lutte

Depuis quelques jours, les salariés du secteur cuisine des établissements Buitoni à Camaret (Vaucluse) étaient en grève pour obtenir une revalorisation de 200 F de leur salaire. Pour toute réponse, la direction menace de chômage partiel 225 des 580 travailleurs. Le comité d'entreprise a refusé cette mesure et l'intersyndicale, réunie le lendemain avait lancé un mot d'ordre de grève de 2 heures qui a été suivi à 95 % par les travailleurs. Dès les premières heures de grève, le patron a lâché les 200 F demandés par les cuisiniers. De plus, il s'est engagé à discuter des autres revendications de l'ensemble des travailleurs. Entre autre, majoration de la prime de transport inchangée depuis trois ans et revalorisation de la grille des salaires. Ce premier succès des cuisiniers est un encouragement pour les autres travailleurs et il est fort probable que le patron devra céder sur les derniers points. Depuis longtemps, l'unité syndicale n'avait pas pu se réaliser sur cette boîte. Voilà qui encourage travailleurs et syndicalistes.

Correspondant ORANGE

Fos-Port de Bouc : grève des cheminots du SES

La non prise en considération des revendications des cheminots du service électrique par la direction SNCF commence à avoir de fâcheuses conséquences pour elle.

Samedi 1er mars, un dérangement électrique sur un portique porte-conteneurs du chantier SNCF de Fos-Gravelle a empêché le chargement des wagons jusqu'au lundi soir.

Dimanche vers 23 heures, le pont tournant de Caronte (entre Port-de-Bouc et Martigues) se bloquait en position d'ouverture (comme sur la photo) et restait ainsi jusqu'au lundi.

Cinq trains ont été supprimés ou détournés dont le 5 041 Paris-Marseille ; les voyageurs ont dû être transbordés. Plusieurs trains marchandises, notamment ceux de Naphtachimie et de BP, ont également été supprimés.

La direction doit céder et maintenir le deuxième agent à l'astreinte sinon la grève continuera : les cheminots sont fermement décidés à continuer leur mouvement jusqu'à la fin de l'année s'il le faut.

Yasser Arafat attend de la France qu' «elle accorde une pleine reconnaissance à l'OLP»

Yasser Arafat, président de l'OLP, interrogé par le correspondant du Monde, à Beyrouth, Lucien George, peu avant le discours prononcé samedi par Giscard d'Estaing, a estimé que «la reconnaissance (par le président français) du droit du peuple palestinien à l'auto-détermination et donc à une patrie», était «un acte non seulement courageux mais également d'une grande portée politique, de nature à influencer sur l'évolution de la situation européenne, fortement marquée par la crise du Proche-Orient et à avoir des répercussions sur la situation économique de l'Europe et du monde».

Yasser Arafat note aussi comme «point capital dans la position française: elle considère le problème globalement puisqu'elle souligne l'unité du peuple palestinien de l'intérieur et de la Diaspora. Ce faisant, la France rend service à toute la région et en particulier au Liban, en contrecarrant le complot de l'implantation des Palestiniens contenu en germe dans les accords de Camp David». On sait, en effet, que l'OLP est résolument opposée à tout «réglement» prévoyant une installation permanente des Palestiniens au Liban, estimant que ceci n'est qu'une façon de confiner les Palestiniens dans le statut de ré-

fugiés, en niant leur «droit au retour» sur l'ensemble du sol palestinien.

Tout en estimant: «Le président Giscard d'Estaing a incontestablement fait faire à l'Europe le premier pas en direction d'une position valable en vue d'une solution de la crise du Proche-Orient», Yasser Arafat souligne également: «Je dois à cette occasion rappeler la démarche tout aussi courageuse du chancelier Kreisky et de M. Brandt, qui ont été les premiers à me recevoir en Europe occidentale». On sait en effet que, ces derniers mois, la France s'est montrée plutôt à la traîne des autres pays de l'Europe occidentale, vis-à-vis de la reconnaissance de l'OLP, et que Giscard d'Estaing n'a toujours pas fait savoir s'il acceptait d'accueillir officiellement le président de l'OLP, comme l'ont fait le Portugal et l'Espagne, et comme s'apprête à le faire le Japon.

Yasser Arafat a souligné ainsi qu'il attendait de la France qu'elle tire **PLUS EXPLICITEMENT** les conclusions de sa propre reconnaissance du droit à l'auto-détermination du peuple palestinien en proclamant subséquemment son droit à un Etat indépendant. **ENSUITE QU'ELLE ACCORDE UNE PLEINE RECONNAISSANCE A L'OLP.** Un pays européen de la CEE, l'Irlande, l'a déjà fait.

Le voyage de Giscard en Jordanie

La rencontre de deux «réalismes»

Après sa tournée dans les États du Golfe, où il a répété à chaque fois ses propos tenus au Koweït sur «le droit à l'auto-détermination du peuple palestinien», c'est en Cisjordanie, avant-dernière étape d'un voyage qui s'achève en Arabie Saoudite, que Giscard d'Estaing a mentionné explicitement la participation de l'OLP comme condition d'un

Résonance parce qu'à la différence des États du Golfe, la Jordanie est un pays dit du «champ de bataille», elle est le pays arabe qui a la plus longue frontière commune avec l'État d'Israël. Résonance particulière parce que le royaume hachémite, qui a été, jusqu'à une période récente, constamment mêlée aux tentatives de liquidation de la Résistance palestinienne et de mise en cause de l'existence même du peuple palestinien, s'est vu finalement contraint de reconnaître, comme la quasi-totalité des pays arabes, les prérogatives de l'OLP et de mêler sa voix à la condamnation arabe des accords de Camp David.

La création même du Royaume de Jordanie, englobant la terre palestinienne de Cisjordanie, en 1948, était un défi au peuple palestinien. Avec la création de l'État d'Israël elle constituait un autre volet du plan de dépeçage de la Palestine, mis au point par les puissances impérialistes. On assistera, à partir de cette date, à des tentatives permanentes des puissances occidentales, et particulièrement des États-Unis, d'associer la Jordanie, à des plans de «réglements» fai-

sant le jeu d'Israël, et ignorant les droits nationaux du peuple palestinien. Lorsqu'en août 1970, après la défaite arabe de juin 1967 le secrétaire d'État américain, Rogers, proposera un plan visant à faire accepter par les pays arabe, un cessez-le-feu avec Israël, sans concession notable de celui-ci, et à isoler ainsi la Résistance palestinienne, Hussein, précédé d'ailleurs en cela par Nasser, y répondra favorablement.

«SEPTEMBRE NOIR»

Les événements de septembre 1970 puis du début de l'année 1971, apparaîtront comme une suite logique de cette réponse. La Résistance palestinienne est alors puissamment organisée à l'intérieur de ce qui reste du royaume de Jordanie, où la majorité de la population est palestinienne, c'est de Jordanie que partent la plupart des commandos de fédayins qui vont attaquer les centres nerveux de l'occupation sioniste, et c'est là notamment que la Résistance trouve sans cesse de nouvelles recrues, dans une population brutalement gonflée par l'exode des Cisjordaniens qui ont fui la nouvelle occupation de juin

1967. C'est donc là, du point de vue de l'impérialisme US qu'il faut frapper.

Le roi Hussein répondra à cette attente en lançant ses unités de bédoins armées, contre la population et la Résistance palestiniennes. Les camps de réfugiés palestiniens dans Amman, seront, durant des jours entiers, sans répit, la cible privilégiée de l'artillerie lourde d'Hussein. Ce sera «septembre noir», qui, avec les attaques du début 1971, sur tout le sol jordanien, constituera le plus grand massacre infligé au peuple palestinien. L'OLP sera désormais interdite de séjour en Jordanie, et le travail de la Résistance, rendu très difficile, ne pourra plus s'y effectuer que de façon clandestine. Pour la Résistance palestinienne, c'est désormais le Liban et les masses de réfugiés qui s'y sont installées qui vont être sa fragile «base arrière». Très affaiblie, la Résistance, cependant, continue et va bénéficier du désaveu infligé par les pays arabes à Hussein. Ce désaveu se traduira notamment par l'hostilité arabe au projet d'Hussein de 1972 de former un «royaume arabe uni» faisant des Palestiniens ses su-

jets. Ce désaveu se traduira aussi avec la guerre d'octobre 1973, où l'Égypte et la Syrie participent pleinement, ainsi que l'OLP, alors que la monarchie hachémite refuse de combattre Israël. Désaveu encore, lorsqu'au sommet arabe d'Alger, fin 1973, l'OLP sera consacrée «représentant unique du peuple palestinien». Finalement, Hussein sera contraint de se rallier à cette position, au sommet de Rabat, en octobre 1974.

HUSSEIN CONTRE CAMP DAVID

Peu à peu, le souverain jordanien va être contraint d'adopter une position tenant plus compte des positions palestiniennes et de l'écho qu'elles rencontrent dans le monde arabe. La «normalisation» des rapports entre Hussein et l'OLP sanctionnée par la rencontre de décembre 1979, entre le roi et Yasser Arafat, ne pourra se produire qu'après le refus jordanien de suivre Sadate dans sa politique de capitulation à l'égard d'Israël. Alors que les États-Unis voyaient dans la Jordanie un maillon essentiel pour entraîner l'ensemble du monde arabe, dans le soutien aux accords-cadres de Camp David de septembre 1978, Amman va finalement s'affirmer partie prenante du sommet arabe de Bagdad, qui condamne la politique de Sadate, et rompre dès avril 1979, peu après la conclusion du traité égypto-israélien, ses relations avec Le Caire. Cette attitude qui aboutit au resserrement des liens de la Jordanie avec les autres pays arabes, va avoir entre autres conséquences, la diminution de l'aide économique américaine à la Jordanie, une diminution désormais largement compensée par l'aide des pays participant au sommet de Bagdad.

Les événements d'Iran ne sont pas non plus étrangers à la consolidation des distances prises par Hussein vis-à-vis des États-Unis. Le souverain jordanien, craignant que le mouvement anti-impérialiste du peuple iranien, par ses répercussions dans l'ensemble de la région, ne menaçât son propre trône, a vu dans la chute du shah, auquel il était très lié, une raison supplémentaire de douter de la crédibilité de la «garantie» américaine.

L'évolution de l'attitude d'Hussein qui reflète l'échec de la tentative américaine de faire adhérer les Arabes aux positions de Sadate reflète aussi l'impossibilité de ne pas prendre en compte la pérennité de la Résistance palestinienne. C'est au «réalisme» obligé d'Hussein que répond un autre «réalisme» obligé, celui de Giscard.

Propos recueillis par
Jean-Pierre CHAMPAGNY

Jean-Paul GAY

Mardi 11 mars, sur Antenne 2, «Dossiers de l'Écran» sur l'Afghanistan Parmi les invités, François Missen répond ici à nos questions

François Missen, journaliste et reporter, a effectué deux reportages dans le maquis de la résistance afghane au Pakhtia, et au Khunar, en avril-mai 1979, puis en novembre. Il participe mardi au débat des *Dossiers de l'Écran* sur Antenne 2. Il est l'auteur d'un livre «Le syndrome de Kaboul. Un Afghan raconte» qui paraît cette semaine.

Nous avons demandé d'abord à François Missen, de nous donner un aperçu du sommaire de son livre :

«Il s'ouvre, explique-t-il sur un récit de mes reportages dans les maquis de la résistance afghane, l'année dernière. La deuxième partie, la plus importante consiste en une interview d'un ancien haut fonctionnaire afghan, qui est resté à Kaboul jusqu'en mai de l'année dernière. C'est vraiment un témoin privilégié puisqu'il a pu voir de l'intérieur comment fonctionnait le régime de Taraki-Amin. Déjà haut

fonctionnaire sous le régime de Daoud, il a été reconduit parce que les nouveaux dirigeants n'arrivaient pas à le cerner politiquement. Il a disposé, dans le ministère où il se trouvait d'informations de toute première main sur les premières révoltes et sur la répression.

Dans les hautes sphères de l'État, il a pu voir clairement l'étendue de la main-mise soviétique dès 1978 : des officiers du KGB présents dans tous les bureaux ont commencé à prendre des photocopies en cinq exemplaires de tous les documents officiels. Prenant le parti de la résistance, il a commencé à lui fournir des informations. Comme il était très menacé car suspect, il a rejoint le maquis où il est resté de juin à octobre 1979. Je l'ai rencontré au Pakistan au cours de mon deuxième reportage. Il s'agit d'un témoignage très précis et documenté qui permet d'étayer des thèses déjà avancées sur les liens du régime de Taraki avec

l'URSS et sur la politique expansionniste de l'URSS dans ce pays.

Enfin, dans une troisième partie, je donne les résultats d'une enquête que j'ai faite sur une affaire obscure, celle de l'assassinat de l'ambassadeur américain Dubs en février 1979. Preuves à l'appui je montre que dans le règlement de cette affaire de prise d'otage, Amin et les conseillers soviétiques qui dirigeaient les opérations ont délibérément décidé de sacrifier Dubs. Je montre aussi qu'il ne s'agit pas de «terroristes religieux», mais d'une provocation montée par les partisans de Karmal pour déstabiliser le régime d'Amin».

Sans anticiper sur la lecture de votre livre et sur les déclarations que vous ferez aux Dossiers de l'Écran, vous et votre ami afghan, pourriez-vous nous dire les conclusions que vous tirez de votre expérience de reporter dans les maquis de la résistance.

«Il est parfaitement faux de soutenir que c'est un mouvement inspiré et encouragé de l'extérieur : on le voit bien quand on va au Pakistan. Ça pose beaucoup de problèmes à ce pays de voir un million de réfugiés afghan affluer. De plus le gouvernement a très peur de représailles soviétiques, il n'apporte donc pas de soutien direct. Pour un journaliste, c'est très difficile d'entrer en contact avec la résistance afghane : à Peshawar, il a fallu que je joue à cache-cache pendant des heures avec la police pakistanaise.

En participant à des opérations avec des combattants de la résistance afghane, j'ai été frappé par la disproportion des moyens. Ils ont des fusils de fabrication artisanale ou datant de plusieurs dizaines d'années, ou bien des kalachnikov fournis par les déserteurs, et en face, des hélicoptères anti-guérilla ultra-modernes. Les conditions de la lutte sont très dures : une

fois on est resté trois jours sans manger dans une grotte parce que le groupe de combattants que j'accompagnais était cerné. Il faut qu'ils soient vraiment très déterminés pour tenir dans des conditions pareilles. J'ai constaté que les Russes utilisaient le napalm, maintenant d'après des informations récentes en plus il se servent de gaz toxiques et empoisonnent les puits. Ce n'est que par de tels moyens qu'ils ont pu reprendre le contrôle de ces régions.

Le peuple afghan a une culture, des modes de vie très originaux, cette originalité réside dans une mosaïque de particularismes assez extraordinaires. Je crois qu'on ne pourra pas lui imposer un monde venu de l'extérieur, le rattacher à un bloc, ou alors il va disparaître».

Pharmacie

Epidémie de hausse Barrot soigne les trusts

Les prix pharmaceutiques maintenant ! Après les prix industriels, le prix du pain, les loyers, les marges commerciales, décidément le docteur Barrot ne chôme pas, il s'occupe de la santé... des trusts !... S'il libère les prix de médicaments, il entend aussi limiter la consommation des usagers. Merci docteur Barrot !

La première mesure annoncée par le ministre de la santé, Jacques Barrot, consiste dans la suppression du contrôle des prix exercé dans le cadre de l'Ordonnance de 1945 sur les prix. L'obligation du dépôt de tarif à laquelle les entreprises étaient soumises pour les médicaments vendus sur ordonnance mais, non remboursés, est abrogée. Cela concerne 25 % des prestations pharmaceutiques.

Pour les produits déjà existants : les prix feront l'objet de hausses périodiques. Chaque laboratoire est libre de moduler ces hausses selon ses différents produits. Cela permettra aux trusts pharmaceutiques de spéculer sur les produits les plus vendus à un moment donné, pour leur appliquer ensuite une aug-

mentation supérieure au montant de la hausse moyenne autorisée dans le cadre de l'enveloppe, même s'ils doivent par ailleurs modérer la hausse des produits moins demandés. Pour nous donner un avant-goût du système, une première hausse de 3 % vient d'avoir lieu début février et ce n'est pas fini, on nous annonce la prochaine avant l'été. Les médicaments non remboursables sont dégagés de toute contrainte.

POUR LES PRODUITS NOUVEAUX

L'entreprise déposera librement son prix auprès de l'administration en vue de l'admission au remboursement par la Sécurité sociale. Les critères qui détermineront l'admission au remboursement sont très

flous : il s'agit du « caractère innovant » des médicaments, et de considérations sur le profil intérieur ou extérieur du marché.

Barrot qui a toujours à la bouche le fameux déficit de la Sécurité sociale s'en préoccupe moins lorsqu'il s'agit de lâcher la bride aux prix des médicaments. A vrai dire, son premier souci n'est pas le niveau de santé ou l'accès aux soins des travailleurs. Selon ses propres déclarations, il fonde sa politique sur la dissociation entre « l'intérêt médical et l'intérêt économique des médicaments ». Ses objectifs sont clairs, il s'agit d'« une politique d'ensemble qui doit permettre à l'industrie pharmaceutique française de rester dans le peloton de tête au niveau international ».

TOUT POUR LES TRUSTS, RIEN POUR LES MALADES

Le souci du ministre de la Santé est de modifier

« la relation que les Français ont avec les médicaments ». Débordant d'idées il va même entreprendre une campagne d'information du public sur « le bon usage des médicaments ». Après la campagne sur les économies d'énergie, et le « à 19 degrés, on est encore bien », va-t-on avoir droit à la campagne sur les économies de médicaments avec comme slogan « une aspirine et on repart » ? Déjà en 1967, le remboursement des médicaments était passé de 80 % à 70 %, les mesures de 1976 étaient 330 médicaments de la liste des produits remboursables, et en passaient 800 à un taux de 40 %.

Ces mesures prises au nom de la bataille pour l'exportation vont constituer un barrage de plus pour l'accès aux soins des familles de travailleurs. Elles vont s'accompagner d'une formidable campagne d'intoxication et de pressions en direction des médecins et de l'opinion publique. Les médecins seront invités à « une prescription plus économe » éta-

L'histoire du Priméran

Rhône-Poulenc, numéro un français de la pharmacie, avoue un profit de 1,7 milliard de francs en 1978. Les profits de Roussel-Uclaf ont grimpé de 32 % la même année. Tout le monde connaît l'histoire de Priméran dont le produit de base fabriqué en France revient aux alentours de 100 F, puis envoyé en Belgique, puis en Suisse, il revient en France pour être vendu dans les pharmacies au prix de 8 000 F le kilo, 80 fois plus cher qu'au départ. Il s'agit pour les trusts actuellement d'appliquer les découvertes effectuées dans le domaine de la biologie, découvertes dont l'application risque de dégager des profits juteux.

Barrot a réussi

Barrot peut être content, sa campagne de pression et d'intoxication a porté ses fruits, il va bientôt pouvoir annoncer que « les Français se soignent moins ». Selon des chiffres qui viennent d'être publiés par la Caisse d'assurance maladie, les honoraires privés ont progressé de 15,7 % en janvier 1980 contre 16,9 % en décembre 1979. Les prescriptions (ordonnances, soins, médicaments examens, arrêts maladie) restent stables et ont tendances à diminuer. Le taux annuel de croissance des prescriptions se maintient à un niveau équivalent à celui de décembre (plus de 12 %). En janvier 1979, le rythme annuel des prescriptions était de 18,3 %. Désormais, les travailleurs payeront plus pour se soigner moins. Pendant ce temps, à l'Assistance publique à Paris, 250 infirmières sur les 1 726 qui viennent d'être formées sont au chômage. 750 postes seulement ont été proposés aux nouvelles diplômées !

blissant des comparaisons de médicaments en fonction de leur coût. Si vous souffrez de telle ou telle maladie, on ne vous donnera pas le médicament le plus efficace, mais le moins cher. M. Barrot pourrait s'appeler le ministre de la santé... des trusts.

Léon CLADEL

Brest - U.B.O.

Grève jusqu'à l'obtention des 73 cartes de séjour

Les étudiants de l'université de Bretagne occidentale à Brest poursuivent leur grève, entamée le 27 février, jusqu'à l'obtention des 13 cartes de séjour encore en suspens. Des piquets de grèves ont été mis en place, des assemblées générales d'information ont lieu chaque jour, des animations sont organisées sur les campus occupés. En effet les cartes promises par la sous-préfecture se sont avérées être de simples récipissés. Une marche a eu lieu le 6 mars en direction

du centre-ville. Le comité de défense des étudiants étrangers vient de répliquer dans un communiqué aux attaques du « syndicat autonome de l'enseignement supérieur ». Voici des extraits de ce communiqué : « Les mesures racistes du gouvernement (circulaire Bonnet notamment) sont une atteinte à la dignité humaine et aux droits et libertés élémentaires de l'homme, telles qu'elles sont énoncées dans la charte universelle des droits de l'homme. Ainsi, le fondement de la liberté est vio-

lé. Alors, de quelle liberté parlent ces enseignants du syndicat autonome ?... Le CDEE, précise que la grève a été votée à la majorité écrasante des étudiants présents à l'AG souveraine et représentative par définition. Il aimerait bien savoir et comprendre pourquoi cette poignée d'enseignants s'opposent à notre juste cause. Ce qui les gêne, ce n'est pas tellement la forme, comme ils le disent, mais le fond. En effet, la différence entre eux et nous réside dans le fait qu'ils soutien-

nent les mesures racistes et que nous les combattons. Le problème est en fait un problème de conscience : ainsi la lutte contre le racisme ne porte pas atteinte, en aucun cas à la crédibilité de l'université et au crédit public, mais c'est plutôt l'opposition systématique à notre mouvement ».

Ce texte a été voté à la majorité de l'assemblée générale des étudiants en grève.

L.C.

Hayange

Les résidents expulsés au Parlement de Strasbourg le 12

Mercredi Melle Carrier, la deuxième remplaçante de Bidalou, a renvoyé le jugement qui devait statuer sur la réintégration des résidents du foyer Sonacotra d'Hayange. « De huit jours en huit jours, disent les résidents ça fait quatre mois qu'on nous tient la carotte sous le nez. Ça suffit ».

A peine la présidente était-elle sortie que le juge Bidalou venait s'installer à sa place en robe, pour annoncer que « sa prise à partie » fixée au 26 mars ne pouvait avoir lieu puisque la Cour de cassation a abrogé ce type de procédure le 28 septem-

bre 1979. Il a d'autre part réclamé l'intervention du Conseil Supérieur de la Magistrature pour trancher le conflit Sonacotra.

C'est le jour où Melle Carrier rendre son jugement que les résidents ont décidé d'aller à Strasbourg expliquer leur cas aux députés du parlement européen. Ils vont essayer de coordonner leur action avec celle des autres foyers en grève, le Comité de coordination, les associations de travailleurs immigrés et leurs amis. La semaine correspond à la mobilisation des étudiants contre le décret Imbert et la loi Bonnet. Une permanence

avait lieu ce week-end à la Maison des Travailleurs Immigrés de Paris à l'occasion de la projection d'un film vidéo sur « l'affaire Hayange ».

Pour aider les résidents à louer leur car on peut adresser de l'argent au CCP de Jean-Pierre Hun, 2 547 92 A, Nancy.

L.C.

Chaque jour, achetez le Quotidien du Peuple dans le même kiosque

Agressions racistes

Aix-en-Provence

Hocine Boudouia, 21 ans, mécanicien à Aix-en-Provence vient de porter plainte pour violences policières. Le 26 février dernier, il avait été interpellé par des policiers en civil alors qu'il examinait la voiture d'un ami. Comme il refusait de subir en public une « fouille à corps », il fut bousculé et frappé au visage. C'est dans le coffre de la R-12 des policiers qu'il a été transporté au commissariat où il a été encore frappé jusqu'à perdre connaissance.

Paris

Deux policiers en civil du commissariat Maubert-Mutualité ont violemment agressé deux vendeurs à la sauvette d'origine africaine, les brutalisant et les menaçant d'un revolver. Un passant a tenté de s'interposer, demandant au policier de rengainer son arme. Un attroupement hostile aux policiers s'est créé. Un car de police est arrivé, les policiers ont embarqué brutalement les deux vendeurs ainsi que le témoin qui s'était interposé, en les rouant de coups. Les passants ont protesté, crié et tapé sur le car, alors que le car et la voiture de police, après avoir tourné dans la rue la plus proche, sont revenus fonçant sur l'attroupement pour le disperser. M. Soleil Farfar, qui s'était interposé a été relâché le lendemain au commissariat, non sans qu'on lui ait conseillé de se « mêler de ses affaires ». 11 personnes sur la trentaine présente ce soir là sont prêtes à témoigner.

Grenoble

Le président de la Chambre des métiers inculpé de « provocation à la discrimination raciale ».

« Si on enlevait de Grenoble les transports en commun, les immigrés et les policiers, le blason de la ville pourrait être redoré ».

Tels sont les propos tenus par Robert Mosnier, président de la Chambre des métiers de Grenoble devant une assemblée générale de celle-ci en juin 1979. C'est ce qui lui vaut d'être inculpé. En 1978, en pleine campagne électorale le même Mosnier avait adressé une lettre ouverte à Dubedout, député maire socialiste, sous le titre : « Doit-on livrer Grenoble aux Algériens ».

La Ligue des droits de l'homme et la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme ont décidé de déposer deux plaintes parallèles pour « provocation à la discrimination raciale, diffamation raciale, et racisme économique ».

L'avocat de la Ligue des droits de l'homme a été menacé de mort par des appels téléphoniques anonymes. Le MRAP a annoncé son intention de se constituer partie civile. En juin dernier, le directeur de l'ANPE de Grenoble avait été inculpé au titre de la même loi antiraciste pour avoir affiché des offres d'emploi discriminatoires « réservées aux Français ». Or, on est, depuis, sans nouvelle de l'instruction !

L.C.

Alain Mingam, reporter à l'agence GAMMA, poursuit ici son témoignage sur Kaboul occupée, où il vient de vivre durant plusieurs semaines. Dans notre dernière édition, il donnait un aperçu de la présence soviétique, qui n'est pas uniquement militaire. Il apporte aujourd'hui de nouveaux éléments sur ce point, et il décrit les réactions « à fleur de peau », les attitudes ainsi que les réflexions de la population. Symbole, au cœur de la ville, de l'hostilité massive de la population à l'occupation soviétique : le bazar s'est refermé sur lui-même.

DANS KABOUL OCCUPEE

Suite du témoignage d'Alain MINGAM, reporter à l'agence Gamma

Des tracts qui circulent, des rues fermées à l'occupant...

La double présence soviétique, civile et militaire, a donné lieu à un nouveau tourisme. Les soviétiques viennent faire leurs courses dans le quartier central de Chicken Street, qui est la rue commerçante, traditionnellement réservée aux touristes. C'était du moins ainsi jusqu'aux dernières manifestations. Et là aussi, en général, ils bénéficient d'une protection, soit de soldats ou d'officiers afghans, soit de civils soviétiques armés de Kalachnikovs, qui essaient d'être le plus discrets possibles mais, dont les armes, sont tout de même très visibles. Il est très rare, quasiment impossible, de voir des soviétiques se promener seuls dans Kaboul. Visiblement, ça comporte de trop gros risques pour eux. Les soviétiques ne font pas leur marché dans le Bazar, qui leur est vraiment complètement fermé, depuis les incidents qui y sont survenus il y a un peu plus d'un mois, et où six soviétiques auraient trouvé la mort.

Lorsqu'on vit quelque temps à Kaboul, comme tu l'as fait, que perçoit-on de l'état d'esprit de la population vis-à-vis de la présence soviétique ? Il y a les manifestations spectaculaires, comme cela vient de se produire, mais comment ça se passe dans la vie de tous les jours ?

LES RUMEURS

Les réactions de la population à cette présence sont diverses. Je voudrais souligner qu'il est très difficile de vérifier toutes les rumeurs qui circulent dans Kaboul. Dans les anecdotes qui se racontent, cela va des enfants qui, avec leurs lance-pierres, tuent des Russes, en les atteignant à la tempe, aux femmes qui, sous leur tchadoris, gardent un cocktail molotov jusqu'au dernier moment, et le jettent sous un char qui passe, etc. Ça n'arrête pas. Les Afghans se flattent des anecdotes qu'ils racontent. Et ces anecdotes, ces rumeurs, entretiennent la population dans son hostilité déclarée à la présence soviétique. Vraies ou fausses dans leur contenu, ces

anecdotes qu'on propage et dont on se flatte, sont un signe des sentiments existant dans la population. Mais, il faut faire attention au sujet de leur authenticité, parce qu'il est très difficile pour nous de la vérifier.

«CHOURAVI, NO GOOD !»

Dans Kaboul, pour essayer de percevoir, en tant qu'étrangers, la tension qui règne, c'est très facile car le simple fait d'être pris pour un Soviétique fait déjà sentir ce que c'est. Alors que nous étions allés dans le Bazar, un vendredi (ce qui correspond au dimanche chez nous), et que nous nous promenions tout à fait naturellement comme de bons touristes, munis des appareils photos en bandoulière, les gens n'arrêtaient pas de dire sur notre passage : «Chouravi, chouravi !», pensant que nous étions Russes. Effectivement, l'ensemble de la population a tendance à considérer qu'à l'heure actuelle, tout ce qui est de caractère occidental est forcément russe. Et c'est pour cela qu'on peut s'attendre à des réactions d'hostilité sur son passage, lorsqu'on circule en ville. Dès qu'on dit : «Non, chouravi, neam !», les gens ont un petit réflexe de surprise, et demandent qui on est. Lorsqu'on prend un taxi, la première question c'est : «De quel pays, vous êtes ?». Dès qu'il voit qu'on n'est pas Russe, aussitôt, c'est régulier, le chauffeur de taxi s'exclame : «Chouravi, no good ! Chouravi, no good !». «Les Russes, ce n'est pas bon !»

Comme cela a été dit, effectivement, les étrangers, à l'heure actuelle, compte tenu de la tension qui règne à Kaboul, se promènent avec un petit badge à la boutonnière, ou sur les voitures avec les couleurs du drapeau, de leur pays d'origine.

Il y a encore à Kaboul une majorité de coopérants français, notamment des professeurs du lycée Istiglal. La colonie allemande qui était assez importante, est rentrée sur ordre de son gouvernement. Il y a aussi quelques Italiens, et une colonie américaine, qui n'a pas

arrêté de se réduire depuis l'assassinat de l'ambassadeur US, fin 1978. La majorité des ressortissants étrangers, à l'heure actuelle, est donc française. Il est évident qu'en discutant avec la population, on se rend compte très vite que celle-ci est très majoritairement opposée aux Soviétiques. Je pense aussi à ce que me racontait un Français qui avait été au contact d'un colonel afghan, chargé de l'instruction politique des cadets de l'armée afghane. Celui-ci, en apprenant le débarquement des forces soviétiques, et bien qu'appartenant au parti, n'avait pu s'empêcher d'exprimer sa désapprobation et s'était mis à pleurer. C'est dire, que là aussi, le réflexe nationaliste semble l'emporter, et même chez les communistes Khalq ou Parcham, il y a ce réflexe.

UN MILLIER DE MOUDJAHIDIN A L'INTERIEUR DE KABOUL

Tu as eu un certain nombre de discussion avec des habitants, qu'en ressort-il ?

Les étudiants ou les commerçants avec lesquels nous avons discuté, racontent que toutes les nuits, il y a des tracts qui circulent, ils évoquent tout le travail qui est fait par les moudjahidin, en secret, dans Kaboul. Selon eux, les moudjahidin attendent le printemps, compte tenu du handicap que représente la neige. A l'heure actuelle, d'après eux, il y aurait à peu près un millier de rebelles organisés dans Kaboul, avec des caches d'armes. Certains ont parlé de plusieurs milliers, je ne crois pas qu'il faille trop l'exagérer, le chiffre d'un millier me paraît correct. Ce qu'on peut dire, en tout cas, c'est que la population de la capitale dans son ensemble — et les événements récents, à Kaboul en ont donné la preuve — est mûre psychologiquement pour une action. Elle attendait quelque chose. Et elle attend encore, bien sûr, parce que lorsqu'on parle avec les gens, ils n'arrêtent pas de souligner que de toutes façons, tant qu'il y

Le Bazar, poumon de la capitale

à l'heure actuelle, ce bazar est complètement fermé sur lui-même, c'est-à-dire réservé à la population afghane. C'est surtout par l'intermédiaire de ce bazar, plein de monde, que circulent les tracts. C'est là semble-t-il le terrain d'action privilégié des rebelles, dans Kaboul. D'après le témoignage de commerçants il apparaît aussi que les moudjahidin passent dans ce bazar, pour expliquer le sens de leur action, et parfois récolter de l'argent. Toutefois, il ne faut pas identifier le rôle de ce bazar au rôle qui a été celui du bazar de Téhéran, durant toute la période de la révolution iranienne. Ça a moins d'ampleur à Kaboul d'abord parce que le bazar de Téhéran est beaucoup plus grand. Malgré tout, le fait que le bazar de Kaboul, en tant que poumon de la capitale, se soit mis en grève, est très révélateur de l'attitude de l'ensemble de la population à l'égard de la présence soviétique.

Propos recueillis par Jean-Paul GAY



Des jeunes afghans dans le bazar : depuis un mois, les Russes n'y vont plus.

aura un soldat soviétique sur le sol afghan, le combat continuera. Souvent, avec peut-être un peu de fanatisme, ils disent qu'ils sont prêts à sacrifier jusqu'à la dernière goutte de leur sang, pour libérer leur sol. Ça c'est partout : dès qu'on peut discuter avec les habitants, c'est très perceptible.

LA FAÇON DES COMMERCANTS

Les commerçants ont une certaine façon de témoigner leur hostilité. Lorsque je discutais avec des commerçants, je leur disais : c'est trop facile pour vous parce que l'argent n'a pas de couleur, quels que soient les touristes, même s'ils sont Russes. Ils ne récusèrent pas ce genre d'argument, mais, ils me disaient : chaque fois qu'il s'agit de Russes on triple le prix, c'est notre façon à nous de nous venger un peu. Et en général, comme j'ai pu le constater lorsqu'on entrait dans des magasins où il y avait des clients russes, soit militaires, soit civils, ceux-ci étaient profondément gênés par notre

présence, et souvent dès qu'ils partaient, le commerçant se laissait aller à des critiques très sévères ; parfois, il exprimait carrément sa haine des Soviétiques. Est-ce qu'on peut en déduire de ces attitudes une réelle hostilité ? Je crois que oui. Les événements d'il y a quelques jours à Kaboul en ont témoigné. 40 000 commerçants ont fermé complètement boutique. Les commerçants qui naviguent avec leurs petites charrettes, restaient les seuls, au début, à ne pas faire grève. Mais, au bout d'une heure, compte tenu de l'ampleur du mouvement, il ne circulait plus dans Kaboul, un seul commerçant. Tout était fermé. C'était une réaction totalement collective, elle faisait suite à un tract qui circulait dans Kaboul, et qui appelait à la prière sur les toits.

Demain : l'attente du printemps